

DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Le Dossier Technique Amiante (DTA) comprend :

- Une fiche récapitulative
- Les rapports de repérage amiante effectués sur le bien
- Annexes : tout autre document en rapport avec l'amiante concernant le bien



IDENTIFICATIONS

Référence DTA	40622-12
Adresse du site	8/10, place du bataillon Pacifique 75012 PARIS
Type	Immeuble de bureaux
Etendue de la mission	Ensemble du bâtiment NECKER Centre de Documentation
Localisation	Bat : NECKER Centre de Documentation Etages : R-1 et MEZZANINE
Locaux annexes	Néant
Date de construction / Date de permis de construire	1989
Date d'édition DTA	21/01/2022

REFERENCES REGLEMENTAIRES

- Code de la santé publique : art. R1334-14 à R1334-28 et R1334-29-5
- Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 modifié le 01/02/2012 (NOR : ETSP1013927D) – Protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 12 Décembre 2012 modifié le 01/01/2013 (NOR : AFSP1242167A) – Evaluation état de conservation liste A
- Arrêté du 12 Décembre 2012 modifié le 01/01/2013 (NOR : AFSP1242168A) – Evaluation état de conservation liste B
- Arrêté du 21 Décembre 2012 modifié le 01/01/2013 (NOR : AFSP1243362A) – Contenu de la fiche récapitulative.

CONCLUSIONS

PRESENCE DE MATERIAUX OU PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE
(EN ATTENTE D'ANALYSES ULTERIEURES)



OBJECTIFS DU DTA ET OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

Les propriétaires constituent, conservent et actualisent un Dossier Technique « Amiante » regroupant les documents suivants :

- 1° Les rapports de repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante ;
- 2° Le cas échéant, la date, la nature, la localisation et les résultats des évaluations périodiques de l'état de conservation, des mesures d'empoussièrement, des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante et des mesures conservatoires mises en œuvre ;
- 3° Les recommandations générales de sécurité à l'égard de ces matériaux et produits, notamment procédures d'intervention, y compris les procédures de gestion et d'élimination des déchets ;
- 4° Une fiche récapitulative

Le Dossier Technique « Amiante » est établi sur la base d'un repérage portant sur les matériaux et produits figurant dans les listes A et B définies à l'annexe 13-9 du code de la santé publique et accessibles sans travaux destructifs.

Les propriétaires des immeubles constituent le Dossier Technique « Amiante » avant les dates limites suivantes :

- Le 31 décembre 2003 pour les immeubles de grande hauteur et les établissements recevant du public classés de la première à la quatrième catégorie à l'exception des parties privatives des immeubles collectifs d'habitation.
- Le 31 décembre 2005 pour les immeubles de bureaux, les établissements recevant du public et classés dans la cinquième catégorie, les immeubles destinés à l'exercice d'une activité industrielle ou agricole, les locaux de travail et les parties à usage commun des immeubles collectifs d'habitation.

Préalablement à la réalisation de travaux un repérage complémentaire est nécessaire en fonction de la nature des travaux. En effet, des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante pouvaient être occultés lors du repérage non destructif en vue de la constitution du DTA.

Le Dossier Technique « Amiante » est tenu à jour par le propriétaire et intègre les éléments relatifs aux matériaux et produits contenant de l'amiante découverts à l'occasion de travaux ou d'opérations d'entretien.

MODALITES DE CONSULTATION & COMMUNICATION DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

La fiche récapitulative du Dossier Technique « Amiante » est communiquée par le propriétaire dans un délai d'un mois après sa constitution ou sa mise à jour aux occupants de l'immeuble bâti et, si cet immeuble comporte des locaux de travail, aux employeurs.

Le Dossier Technique « Amiante » est tenu par le propriétaire à la disposition des occupants de l'immeuble bâti concerné, des employeurs, des représentants du personnel et des médecins du travail lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail. Ces personnes sont informées des modalités de consultation du dossier.

Le Dossier Technique « Amiante » est communiqué par le propriétaire aux personnes et instances suivantes, sur leur demande et dans le cadre de leurs attributions respectives :

- a) Agents ou services mentionnés au premier alinéa de l'article L. 1312-1, aux articles L. 1421-1 et L. 1435-7 et au deuxième alinéa de l'article L. 1422-1 du code de la santé publique ;
- b) Inspecteurs et contrôleurs du travail ;
- c) Inspecteurs d'hygiène et sécurité ;
- d) Agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ;
- e) Agents du ministère chargé de la construction mentionnés à l'article L. 151-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- f) Inspecteurs de la jeunesse et des sports ;
- g) Personnes chargées de l'inspection des installations classées et des installations nucléaires de base mentionnées à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;
- h) Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
- i) Toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti.

Le propriétaire conserve une attestation écrite de la communication du dossier à ces personnes.



FICHE RECAPITULATIVE

FICHE RECAPITULATIVE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

Référence DTA	40622-12
Propriétaire	MINISTERE DE L'ECONOMIE 59, boulevard Vincent Auriol 75013 PARIS
Adresse du site	8/10, place du bataillon Pacifique 75012 PARIS
Type	Immeuble de bureaux
Etendue de la mission N° de lot(s) copropriété	Ensemble du bâtiment NECKER Centre de Documentation
Localisation	Bat : NECKER Centre de Documentation Etages : R-1 et MEZZANINE
Locaux annexes	Néant



PREAMBULE

La présente fiche récapitulative répond aux obligations édictées par les articles R1334-14 à R1334-29- 9 du code de la Santé Publique. Elle est établie selon le nouveau modèle défini par l'annexe II de l'arrêté du 21 décembre 2012, dans le cadre de la restructuration réglementaire amiante issue du décret 2011-629 du 3 juin 2011.

Elle concerne les locaux désignés ci-dessus et sa mise à jour est effectuée à chaque modification du Dossier Technique Amiante.

La fiche récapitulative mentionne les travaux qui ont été réalisés pour retirer ou confiner des matériaux ou produits contenant de l'amiante. Elle est mise à jour systématiquement à l'occasion de travaux ayant conduit à la découverte ou à la suppression de matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Elle est destinée aux occupants, aux entreprises ou à toute personne susceptible d'intervenir directement ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante.

Cette fiche récapitulative constitue également l'état amiante mentionné à l'article L.1334-13 du code de la Santé Publique à fournir, en particulier, au plus tard à la date de toute promesse de vente ou d'achat, lors d'une transaction immobilière.

Date	Référence	Objet	Nom du rédacteur DTA	Coordonnées de la société
21/01/2022	40622-12	Création du DTA	BENOSMAN Lotfi	QUALITAT EXPERTISES - 92-98 Bd Victor Hugo 92110 CLICHY



Sommaire

1. Identification immeuble, détenteur et modalités de consultation du DTA	3
2. Rapport(s) de repérage de référence et documents annexes	4
a. Rapports de repérage de référence	4
b. Documents annexes	4
3. Liste des parties de l'immeuble bâti ayant donné lieu au repérage	5
4. Identification et évaluations périodiques de matériaux et produits contenant de l'amiante	6
a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	6
b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	6
c. Matériaux et produits hors listes A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	6
5. Matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante pour lesquels des analyses ultérieures sont à effectuer	7
a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9	7
b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9	7
c. Matériaux et produits hors listes A et B de l'annexe 13-9	7
6. Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires	8
a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	8
b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante	8
c. Matériaux et produits contenant de l'amiante (hors listes A et B de l'annexe 13-9)	8
7. Recommandations générales de sécurité	9

Annexe : Plans / Croquis



1. Identification immeuble, détenteur et modalités de consultation du DTA

Référence DTA	40622-12
Propriétaire	MINISTERE DE L'ECONOMIE 59, boulevard Vincent Auriol 75013 PARIS
Adresse du site	8/10, place du bataillon Pacifique 75012 PARIS
Type	Immeuble de bureaux
Etendue de la mission N° de lot(s) copropriété	Ensemble du bâtiment NECKER Centre de Documentation
Localisation	Bat : NECKER Centre de Documentation Etages : R-1 et MEZZANINE
Locaux annexes	Néant
Date de construction / Date de permis de construire	1989

Modalités de consultation

Détenteur du DTA :

MINISTERES ECONOMIQUES ET FINANCIERS
120, rue de Bercy
75012 PARIS – TÉLÉDOC 731

Consultation : sur demande, aux heures de bureau.

Lieu :

MINISTERES ECONOMIQUES ET FINANCIERS
120, rue de Bercy
75012 PARIS – TÉLÉDOC 731



2. Rapport(s) de repérage de référence et documents annexes

a. Rapports de repérage de référence

Date rapport	Type rapport	Référence rapport	Nom du rédacteur	Société	Type de repérage	Conclusions
21/01/2022	Rapport de repérage	40622-12	BENOSMAN Lotfi	QUALITAT EXPERTISES	Liste A et B	Analyses ultérieures

b. Documents annexes

Date document	Type document	Référence document	Nom du rédacteur	Société
Aucun document fourni				



3. Liste des parties de l'immeuble bâti ayant donné lieu au repérage

Liste des différents repérages	Référence rapport de repérage	Liste des parties de l'immeuble bâti visitées (1)	Liste des parties de l'immeuble bâti non visitées devant donner lieu à une prochaine visite (2)
Repérage des matériaux de la liste A au titre de l'article R. 1334-20 du code de la santé publique :	Rapport de repérage 40622-12 21/01/2022 QUALITAT EXPERTISES	<u>R-1 & MEZZANINE :</u> Ensemble des locaux	Néant
Repérage des matériaux de la liste B au titre de l'article R. 1334-21 du code de la santé publique :	Rapport de repérage 40622-12 21/01/2022 QUALITAT EXPERTISES	<u>R-1 & MEZZANINE :</u> Ensemble des locaux	
Autre repérages (préciser)	Néant		

(1) Tous les locaux doivent être obligatoirement visités

(2) Pour les locaux non visités, permettre leur identification et en indiquer le motif (exemple : locaux inaccessibles, clefs absentes...) et, lorsqu'elle est connue, la date du repérage complémentaire programmé.



4. Identification et évaluations périodiques de matériaux et produits contenant de l'amiante

a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation + Mesures réglementaires	Mesures d'empoussièrement
NEANT					

b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation + Mesures réglementaires	Mesures d'empoussièrement
NEANT					

c. Matériaux et produits hors listes A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation (1)
NEANT				

(1) Les matériaux et produits contenant de l'amiante (hors listes A et B), lors de leur repérage, ne sont pas soumis réglementairement à une évaluation de leur état de conservation. L'information concernant l'état de conservation de ces matériaux n'est donnée qu'à titre indicatif.



5. Matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante pour lesquels des analyses ultérieures sont à effectuer

a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9

N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation + Mesures réglementaires (1)	Raisons pour lesquelles il n'a pas été possible de conclure
NEANT					

(1) Ces matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, ne sont pas soumis réglementairement à une évaluation de leur état de conservation. L'information concernant l'état de conservation de ces matériaux est donnée à titre indicatif.

b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9

N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation + Mesures réglementaires (1)	Raisons pour lesquelles il n'a pas été possible de conclure
1	21/01/2022 Rapport de repérage 40622-12 QUALITAT EXPERTISES	7	Clapet coupe-feu Aldes, petit, carré, parois bleues. Susceptible de contenir de l'amiante – Analyse ultérieure à effectuer	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau non dégradé EP - Evaluation périodique	Prélèvement impossible sans destruction et sans rendre impropre à sa destination l'élément concerné
	Localisation précise (réf plan ou croquis ou photos joints)				
	R-1 : PALIER, RÉSERVE 1				
	Historique des repérages et des évaluations de l'état de conservation : Néant				

N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation + Mesures réglementaires (1)	Raisons pour lesquelles il n'a pas été possible de conclure
2	21/01/2022 Rapport de repérage 40622-12 QUALITAT EXPERTISES	8	Volet désenfumage rectangulaire, châssis métallique Susceptible de contenir de l'amiante – Analyse ultérieure à effectuer	Protection physique non étanche ou absence de protection physique - Matériau non dégradé EP - Evaluation périodique	Prélèvement impossible sans destruction et sans rendre impropre à sa destination l'élément concerné
	Localisation précise (réf plan ou croquis ou photos joints)				
	R-1 : RÉSERVE 1, RÉSERVE 2				
	Historique des repérages et des évaluations de l'état de conservation : Néant				

(1) Ces matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, ne sont pas soumis réglementairement à une évaluation de leur état de conservation. L'information concernant l'état de conservation de ces matériaux est donnée à titre indicatif.

c. Matériaux et produits hors listes A et B de l'annexe 13-9

N° MCA	Dernier rapport de référence	Réf. matériau	Matériau ou produit	Etat de conservation (1)
NEANT				

(1) Ces matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, ne sont pas soumis réglementairement à une évaluation de leur état de conservation. L'information concernant l'état de conservation de ces matériaux est donnée à titre indicatif.



6. Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires

a. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

N° MCA	Matériau ou produit	Documents annexes de référence	Réf. Matériau existant	Nature, dates et entreprises concernant les travaux ou mesures conservatoires	Résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (art. R 1334-29-3 du code de la santé publique)
NEANT					

b. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

N° MCA	Matériau ou produit	Documents annexes de référence	Réf. Matériau existant	Nature, dates et entreprises concernant les travaux ou mesures conservatoires	Résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (art. R 1334-29-3 du code de la santé publique)
NEANT					

c. Matériaux et produits contenant de l'amiante (hors listes A et B de l'annexe 13-9)

N° MCA	Matériau ou produit	Documents annexes de référence	Réf. Matériau existant	Nature, dates et entreprises concernant les travaux ou mesures conservatoires	Résultats de l'examen visuel et des mesures d'empoussièrement (art. R 1334-29-3 du code de la santé publique)
NEANT					



7. Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1^{er} juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1^{er} juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante. L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.



4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

ANNEXE

PLANS / CROQUIS

Explications pour la lecture du plan / croquis :

Les informations notées sur les plans / croquis comprennent :

- **Les matériaux contenant de l'amiante**

Ils sont identifiés par des zones de couleurs (cf. légende)

- **Les matériaux susceptibles de contenir de l'amiante**

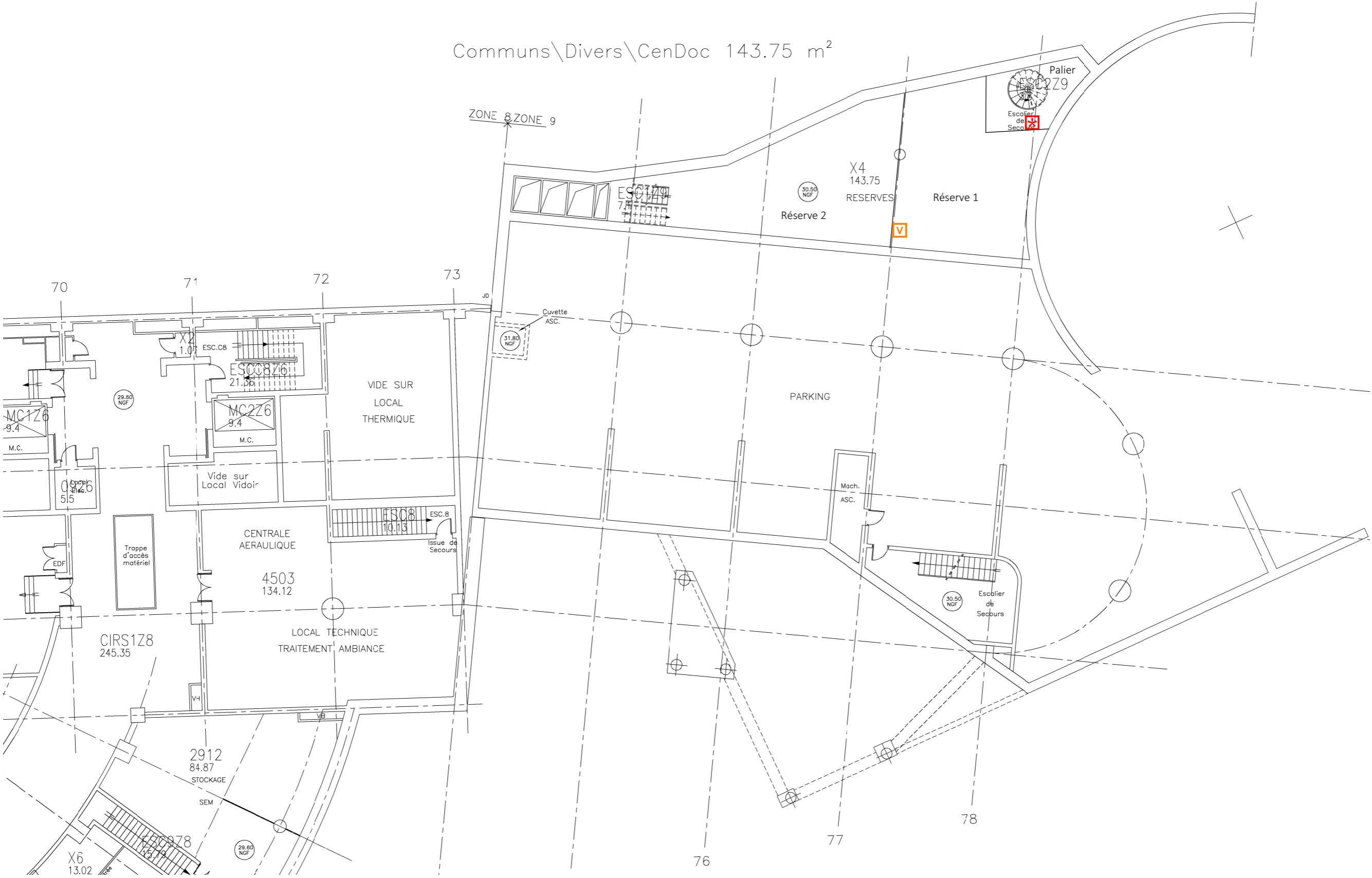
Si des investigations complémentaires sont nécessaires, il peut exister des matériaux pour lesquels un doute subsiste. Ces matériaux sont identifiés par des zones de couleurs (cf. légende)

- **Les zones hors champ de la mission**

Elles sont identifiées par des zones de couleurs (cf. légende)

- **Les zones qui doivent faire l'objet d'investigations ultérieures**

Elles sont identifiées par des zones de couleurs (cf. légende)



ANNEXE : PLAN / CROQUIS

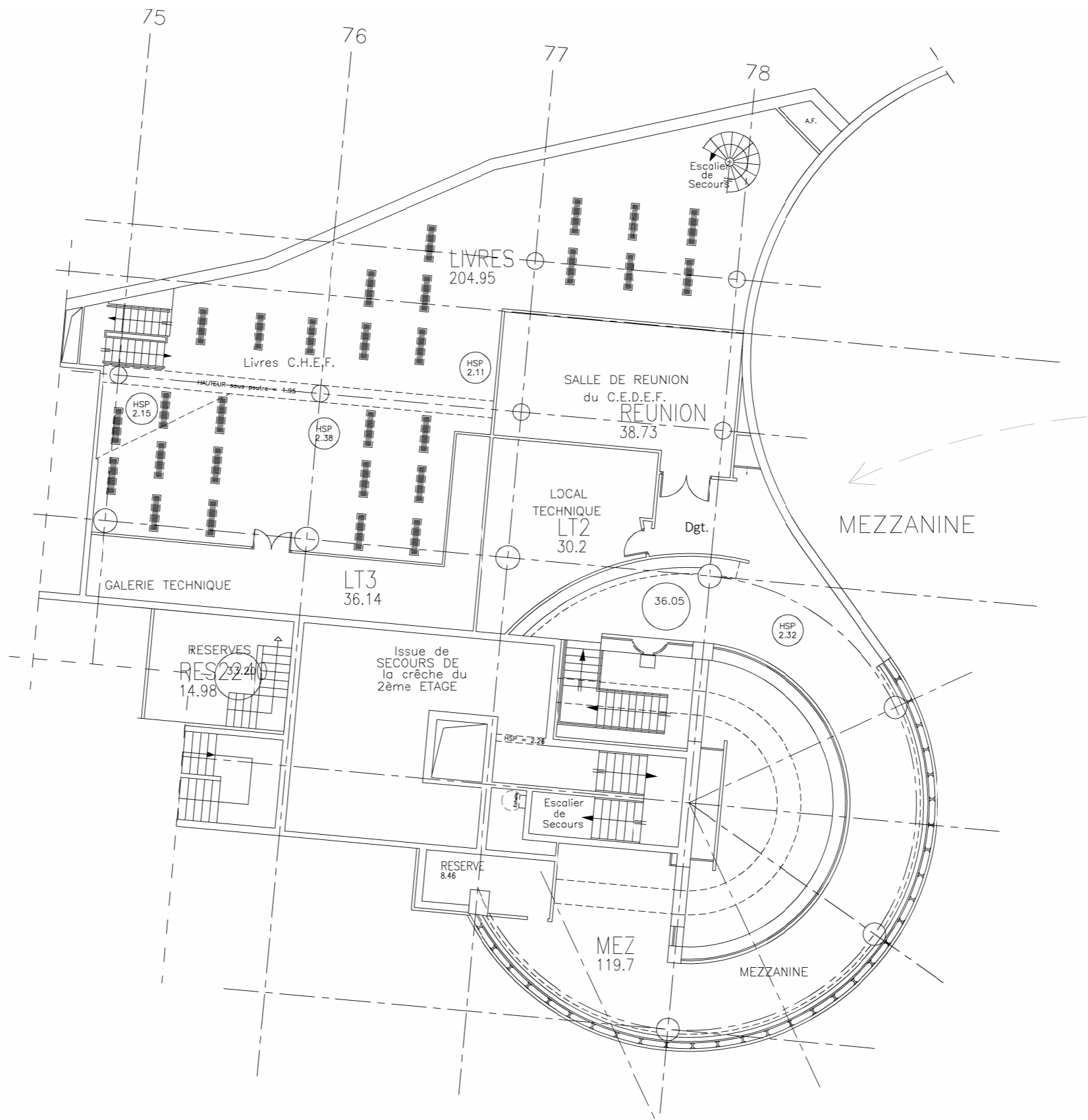
QUALITAT
EXPERTISES
92/98, Bd Victor Hugo 92110 CLICHY
01 41 27 93 47 courriel@qualitat.fr

Dossier	40622-12
Date	01/2022
Format : A3	Page : 1/2

8/10 place du bataillon
Pacifique
75012 PARIS

MATÉRIAUX ET PRODUITS SUSCEPTIBLES DE CONTENIR DE L'AMIANTE			
N°	Type	Descriptif	Légende
1	Clapet coupe-feu	Aldes, carré, parois bleues	
2	Volet coupe-feu	rectangulaire, châssis métallique	

MEZZANINE



ANNEXE : PLAN / CROQUIS



RAPPORTS DE REPERAGE AMIANTE

Date rapport	Type rapport	Référence rapport	Nom du rédacteur	Société	Type de repérage	Conclusions
21/01/2022	Rapport de repérage	40622-12	BENOSMAN Lotfi	QUALITAT EXPERTISES	Liste A et B	Analyses ultérieures

RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE A INTEGRER AU DTA

Note : Si des investigations approfondies ultérieures sont nécessaires (Cf. paragraphe A. Conclusions), ce document constitue un «pré-rapport» et non un «rapport».

Référence rapport	40622-12
Références client	Immeuble : NECKER Centre de Documentation
Adresse du site	8/10, place du bataillon Pacifique 75012 PARIS
Type	Immeuble de bureaux
Etendue de la mission	Ensemble des locaux du R-1 et Mezzanine
Localisation	Bât : NECKER Centre de Documentation Etages : R-1 et MEZZANINE
Locaux annexes	NEANT
Date de construction / Date de permis de construire	1989

Propriétaire	MINISTERE DE L'ECONOMIE 59, boulevard Vincent Auriol 75013 PARIS
Donneur d'ordre	MINISTERES ECONOMIQUES ET FINANCIERS 120, rue de Bercy 75012 PARIS – TÉLÉDOC 731
Accompagnateur	Le locataire
Laboratoire d'analyse	LFAE 14 avenue du 1er Mai 91120 PALAISEAU n° 1-6361
Opérateur de repérage	Le présent rapport est établi par une personne, BENOSMAN Lotfi, dont les compétences sont certifiées par BUREAU VERITAS Certification - 60, avenue du Général de Gaulle - 92046 Paris La Défense - Certification n° 8280167 Date de validité : 06/07/2027
Date(s) de repérage	12/01/2022
Date d'édition du rapport	21/01/2022

Rédacteur : BENOSMAN Lotfi



Vérificateur : ANCE Pierre





Historique des mises à jour du rapport		
Date	Objet	Modifications
21/01/2022	Création rapport	Pas de modification

En cas de mise à jour du rapport, la dernière version émise annule et remplace la version précédente.

Sommaire

A. Conclusions	3
B. Documents fournis par le donneur d'ordre.....	4
C. Résultats détaillés du repérage	5
1. Liste des locaux visités	5
2. Matériaux et produits recensés	5
3. Matériaux et produits recensés par local.....	7
4. Eléments de construction pouvant occulter des MPCA	8
D. Fiches d'identification et de cotation	9
E. Conditions de réalisation du repérage	15
1. Objet de la mission	15
2. Références réglementaires	16
3. Limites de la mission	16
4. Validité du rapport	16
5. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste A de l'annexe 13-9	17
6. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste B de l'annexe 13-9	18
7. Présentation des résultats	19
F. Recommandations générales de sécurité.....	20
G. Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité.....	22

Annexe : Cartographie des prélèvements, sondages et matériaux contenant de l'amiante

Annexe : Procès-verbaux d'analyse des échantillons en laboratoire



A. Conclusions

Il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante ; après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

Il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante pour lesquels des sondages et/ou prélèvements doivent être effectués :

N°	Type matériau / produit	Raisons de l'impossibilité de conclure
7	Clapet coupe-feu Aldes, petit, carré, parois bleues.	Prélèvement impossible sans destruction et sans rendre impropre à sa destination l'élément concerné
Localisation / ZPSO :		
R-1 : PALIER, RÉSERVE 1		

N°	Type matériau / produit	Raisons de l'impossibilité de conclure
8	Volet désenfumage rectangulaire, châssis métallique	Prélèvement impossible sans destruction et sans rendre impropre à sa destination l'élément concerné
Localisation / ZPSO :		
R-1 : RÉSERVE 1, RÉSERVE 2		

Note : La liste de l'ensemble des matériaux et produits repérés, dont le cas échéant ceux ne contenant pas d'amiante, figure au chapitre C.2. du présent rapport.

Locaux non visités	Justification
NEANT	

Liste des investigations approfondies à mettre en place pour mener la mission à son terme

NEANT

Observations et/ou investigations complémentaires

NEANT



B. Documents fournis par le donneur d'ordre

Les documents ci-dessous ont été fournis par le donneur d'ordre ou son représentant :

Rapports de repérage

Date rapport	Type rapport	Référence rapport	Nom du rédacteur	Société	Type de repérage	Conclusions
Aucun document fourni						

Note : Le cas échéant, le détail des matériaux et produits contenant de l'amiante identifiés dans les rapports antérieurs et de nouveau repérés au cours de la mission de repérage objet du présent rapport figure dans les fiches d'identification et de cotation au chapitre D.

Autres documents

Date document	Type document	Référence document	Nom du rédacteur	Société
Aucun document fourni				



C. Résultats détaillés du repérage

1. Liste des locaux visités

R-1 :

PALIER, RÉSERVE 1, RÉSERVE 2

MEZZANINE :

DGT, ESPACE LIVRES, LOCAL ÉLECTRICITÉ, LT3, MEZZANINE, RÉSERVE, SALLE DE RÉUNION

2. Matériaux et produits recensés

Le tableau ci-dessous recense les matériaux et produits inclus au périmètre et au programme de repérage qui ont été repérés, et leur localisation (locaux constituant les ZPSO).

N°	Type matériau / produit	Etat conservation	Critère de décision	Nb Prel	Conclusion
1	Flocage blanc votonneux	Sans objet	Analyse laboratoire : rapport d'essai joint au présent rapport.	2	ABSENCE
Localisation / ZPSO :					
MEZZANINE : DGT, LOCAL ÉLECTRICITÉ, MEZZANINE, RÉSERVE, SALLE DE RÉUNION					

N°	Type matériau / produit	Etat conservation	Critère de décision	Nb Prel	Conclusion
2	Enveloppe de calorifuge blanc cartonné peint, diamètre moyen	Sans objet	Analyse laboratoire : rapport d'essai joint au présent rapport.	1	ABSENCE
Localisation / ZPSO :					
MEZZANINE : LOCAL ÉLECTRICITÉ, MEZZANINE, RÉSERVE					

N°	Type matériau / produit	Etat conservation	Critère de décision	Nb Prel	Conclusion
3	Calorifuge en laine minérale jaune	Sans objet	Analyse laboratoire : rapport d'essai joint au présent rapport.	1	ABSENCE
Localisation / ZPSO :					
MEZZANINE : LOCAL ÉLECTRICITÉ, MEZZANINE, RÉSERVE					

N°	Type matériau / produit	Etat conservation	Critère de décision	Nb Prel	Conclusion
4	Faux-plafond blanc grnuleux moucheté	Sans objet	Analyse laboratoire : rapport d'essai joint au présent rapport.	1	ABSENCE
Localisation / ZPSO :					
MEZZANINE : RÉSERVE					

N°	Type matériau / produit	Etat conservation	Critère de décision	Nb Prel	Conclusion
5	Enveloppe de calorifuge blanc cartonné peint, petit diamètre (2 unités)	Sans objet	Analyse laboratoire : rapport d'essai joint au présent rapport.	1	ABSENCE
Localisation / ZPSO :					
MEZZANINE : LOCAL ÉLECTRICITÉ					

N°	Type matériau / produit	Etat conservation	Critère de décision	Nb Prel	Conclusion
6	Calorifuge en laine minérale jaune, petit diamètre (2 unités)	Sans objet	Analyse laboratoire : rapport d'essai joint au présent rapport.	1	ABSENCE
Localisation / ZPSO :					
MEZZANINE : LOCAL ÉLECTRICITÉ					



N°	Type matériau / produit	Etat conservation	Critère de décision	Nb Prel	Conclusion
7	Clapet coupe-feu Aldes, petit, carré, parois bleues.		Prélèvement impossible sans rendre impropre à sa destination la partie d'ouvrage concernée. Des investigations et des analyses ultérieures doivent être effectuées.	0	ANALYSE ULTERIEURE

Localisation / ZPSO :

R-1 :
PALIER, RÉSERVE 1

N°	Type matériau / produit	Etat conservation	Critère de décision	Nb Prel	Conclusion
8	Volet désenfumage rectangulaire, châssis métallique		Prélèvement impossible sans rendre impropre à sa destination la partie d'ouvrage concernée. Des investigations et des analyses ultérieures doivent être effectuées.	0	ANALYSE ULTERIEURE

Localisation / ZPSO :

R-1 :
RÉSERVE 1, RÉSERVE 2

N°	Type matériau / produit	Etat conservation	Critère de décision	Nb Prel	Conclusion
9	Enveloppe de calorifuge noir bitumineuse	Sans objet	Analyse laboratoire : rapport d'essai joint au présent rapport.	1	ABSENCE

Localisation / ZPSO :

MEZZANINE :
LT3

N°	Type matériau / produit	Etat conservation	Critère de décision	Nb Prel	Conclusion
10	Calorifuge mousse bleue	Sans objet	Analyse laboratoire : rapport d'essai joint au présent rapport.	1	ABSENCE

Localisation / ZPSO :

MEZZANINE :
LT3



3. Matériaux et produits recensés par local

Le tableau ci-dessous recense pour chaque local ou zone investigué(e) les matériaux et produits inclus au périmètre et au programme de repérage qui y ont été repérés.

R-1 / PALIER

Matériaux / produits	Prélèvements	Conclusion
7 : Clapet coupe-feu Aldes, petit, carré, parois bleues.	-	ANALYSE ULTERIEURE

R-1 / RÉSERVE 1

Matériaux / produits	Prélèvements	Conclusion
7 : Clapet coupe-feu Aldes, petit, carré, parois bleues.	-	ANALYSE ULTERIEURE
8 : Volet désenfumage rectangulaire, châssis métallique	-	ANALYSE ULTERIEURE

R-1 / RÉSERVE 2

Matériaux / produits	Prélèvements	Conclusion
8 : Volet désenfumage rectangulaire, châssis métallique	-	ANALYSE ULTERIEURE

MEZZANINE / DGT

Matériaux / produits	Prélèvements	Conclusion
1 : Flocage blanc votonneux	-	ABSENCE

MEZZANINE / LOCAL ÉLECTRICITÉ

Matériaux / produits	Prélèvements	Conclusion
1 : Flocage blanc votonneux	1-2 : Négatif	ABSENCE
2 : Enveloppe de calorifuge blanc cartonné peint, diamètre moyen	-	ABSENCE
3 : Calorifuge en laine minérale jaune	-	ABSENCE
5 : Enveloppe de calorifuge blanc cartonné peint, petit diamètre (2 unités)	5-1 : Négatif	ABSENCE
6 : Calorifuge en laine minérale jaune, petit diamètre (2 unités)	6-1 : Négatif	ABSENCE

MEZZANINE / LT3

Matériaux / produits	Prélèvements	Conclusion
9 : Enveloppe de calorifuge noir bitumineuse	9-1 : Négatif	ABSENCE
10 : Calorifuge mousse bleue	10-1 : Négatif	ABSENCE

MEZZANINE / MEZZANINE

Matériaux / produits	Prélèvements	Conclusion
1 : Flocage blanc votonneux	1-1 : Négatif	ABSENCE
2 : Enveloppe de calorifuge blanc cartonné peint, diamètre moyen	2-1 : Négatif	ABSENCE
3 : Calorifuge en laine minérale jaune	3-1 : Négatif	ABSENCE

MEZZANINE / RÉSERVE

Matériaux / produits	Prélèvements	Conclusion
1 : Flocage blanc votonneux	-	ABSENCE
2 : Enveloppe de calorifuge blanc cartonné peint, diamètre moyen	-	ABSENCE
3 : Calorifuge en laine minérale jaune	-	ABSENCE
4 : Faux-plafond blanc grnuleux moucheté	4-1 : Négatif	ABSENCE

MEZZANINE / SALLE DE RÉUNION

Matériaux / produits	Prélèvements	Conclusion
1 : Flocage blanc votonneux	-	ABSENCE

MEZZANINE / ESPACE LIVRES

Matériaux / produits	Prélèvements	Conclusion
Néant	-	-



4. Eléments de construction pouvant occulter des MPCA

(MPCA = Matériaux ou Produits Contenant de l'Amiante)


Cette liste non exhaustive est établie à titre informatif

La présence des revêtements au sol de type moquette, revêtements de sol souples récents, parquet flottant ou carrelage ne nous a pas permis de vérifier les revêtements sous-jacents pour l'ensemble des locaux.




D. Fiches d'identification et de cotation

Matériau / Produit N°1 : Flocage

Conclusion	Matériau ne contenant pas d'amiante		
Description	Flocage blanc votonneux		
Critère de décision	Analyse laboratoire : rapport d'essai joint au présent rapport.		
Etat conservation		Conclusions réglementaires	Mesures conservatoires
Sans objet		NEANT	Sans objet
Localisation / ZPSO			
MEZZANINE : DGT, LOCAL ÉLECTRICITÉ, MEZZANINE, RÉSERVE, SALLE DE RÉUNION			

ANALYSE				
Réf pré.	Emplacement pré.	Date	Couche / type produit	Résultat
FL1-1	<u>MEZZANINE :</u> MEZZANINE	12/01/2022	Flocage blanc votonneux	ABSENCE
FL1-2	<u>MEZZANINE :</u> LOCAL ÉLECTRICITÉ	12/01/2022	Flocage blanc votonneux	ABSENCE


Matériau / Produit N°2 : Enveloppe de calorifuge

Conclusion	Matériau ne contenant pas d'amiante		
Description	Enveloppe de calorifuge blanc cartonné peint, diamètre moyen		
Critère de décision	Analyse laboratoire : rapport d'essai joint au présent rapport.		
Etat conservation		Conclusions réglementaires	Mesures conservatoires
Sans objet		NEANT	Sans objet
Localisation / ZPSO			
MEZZANINE : LOCAL ÉLECTRICITÉ, MEZZANINE, RÉSERVE			

ANALYSE				
Réf pré.	Emplacement pré.	Date	Couche / type produit	Résultat
ECA2-1	<u>MEZZANINE :</u> MEZZANINE	12/01/2022	Enveloppe de calorifuge blanc cartonné peint	ABSENCE




Matériau / Produit N°3 : Calorifuge

Conclusion	Matériau ne contenant pas d'amiante		
Description	Calorifuge en laine minérale jaune		
Critère de décision	Analyse laboratoire : rapport d'essai joint au présent rapport.		
Etat conservation		Conclusions réglementaires	Mesures conservatoires
Sans objet		NEANT	Sans objet
Localisation / ZPSO			
MEZZANINE : LOCAL ÉLECTRICITÉ, MEZZANINE, RÉSERVE			

ANALYSE				
Réf pré.	Emplacement pré.	Date	Couche / type produit	Résultat
CA3-1	MEZZANINE : MEZZANINE	12/01/2022	Calorifuge en laine minérale jaune	ABSENCE


Matériau / Produit N°4 : Faux-plafond

Conclusion	Matériau ne contenant pas d'amiante		
Description	Faux-plafond blanc grnuleux moucheté		
Critère de décision	Analyse laboratoire : rapport d'essai joint au présent rapport.		
Etat conservation		Conclusions réglementaires	Mesures conservatoires
Sans objet		NEANT	Sans objet
Localisation / ZPSO			
MEZZANINE : RÉSERVE			

ANALYSE				
Réf pré.	Emplacement pré.	Date	Couche / type produit	Résultat
FP4-1	MEZZANINE : RÉSERVE	12/01/2022	Faux-plafond blanc gruleux moucheté	ABSENCE




Matériau / Produit N°5 : Enveloppe de calorifuge

Conclusion	Matériau ne contenant pas d'amiante		
Description	Enveloppe de calorifuge blanc cartonné peint, petit diamètre (2 unités)		
Critère de décision	Analyse laboratoire : rapport d'essai joint au présent rapport.		
Etat conservation		Conclusions réglementaires	Mesures conservatoires
Sans objet		NEANT	Sans objet
Localisation / ZPSO			
MEZZANINE : LOCAL ÉLECTRICITÉ			

ANALYSE				
Réf pré.	Emplacement pré.	Date	Couche / type produit	Résultat
ECA5-1	MEZZANINE : LOCAL ÉLECTRICITÉ	12/01/2022	Enveloppe de calorifuge blanc cartonné peint, petit diamètre (2 unités)	ABSENCE


Matériau / Produit N°6 : Calorifuge

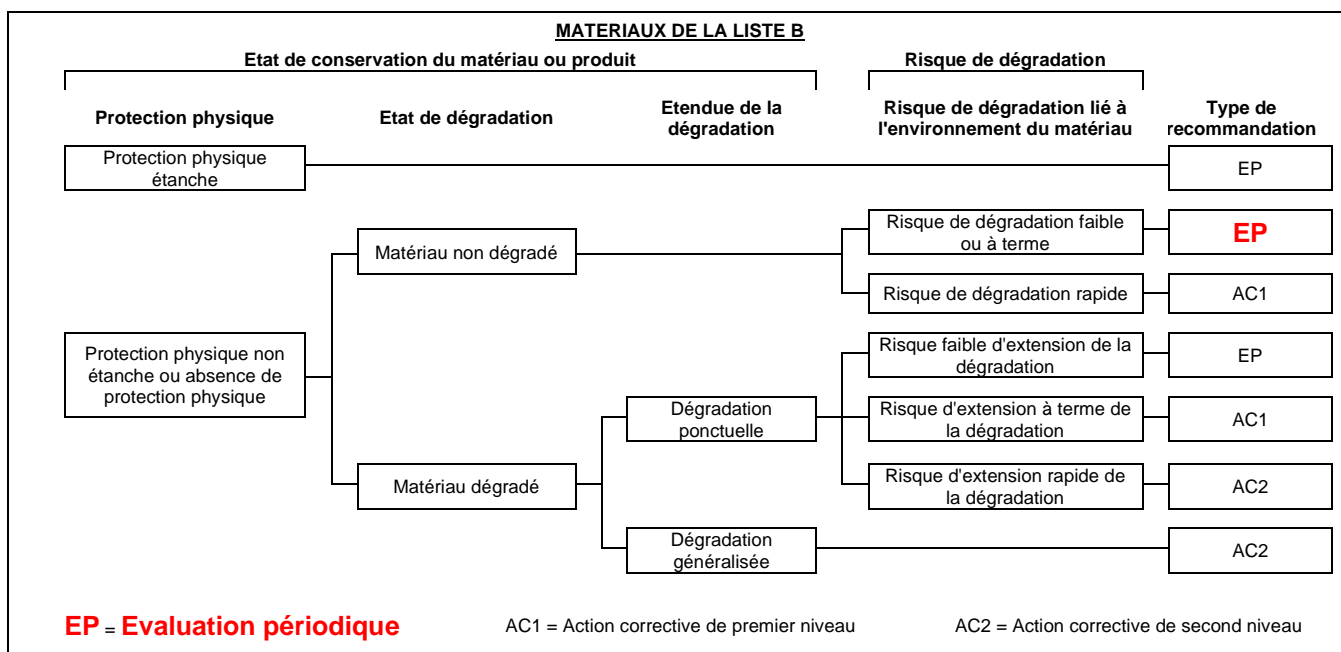
Conclusion	Matériau ne contenant pas d'amiante		
Description	Calorifuge en laine minérale jaune, petit diamètre (2 unités)		
Critère de décision	Analyse laboratoire : rapport d'essai joint au présent rapport.		
Etat conservation		Conclusions réglementaires	Mesures conservatoires
Sans objet		NEANT	Sans objet
Localisation / ZPSO			
MEZZANINE : LOCAL ÉLECTRICITÉ			

ANALYSE				
Réf pré.	Emplacement pré.	Date	Couche / type produit	Résultat
CA6-1	MEZZANINE : LOCAL ÉLECTRICITÉ	12/01/2022	Calorifuge en laine minérale jaune, petit diamètre (2 unités)	ABSENCE




Matériau / Produit N°7 : Clapet coupe-feu

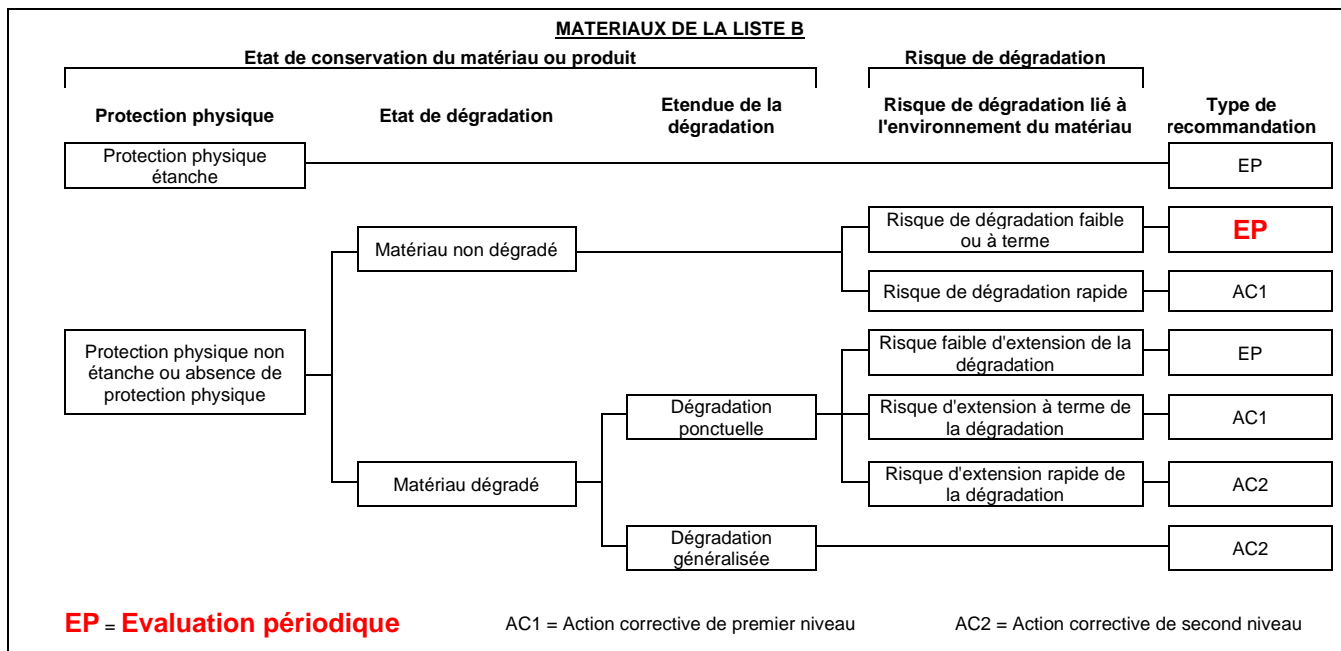
Conclusion	Matériau pour lequel des sondages et/ou des analyses doivent être effectuées		
Description	Clapet coupe-feu Aldes, petit, carré, parois bleues.		
Critère de décision	Prélèvement impossible sans rendre impropre à sa destination la partie d'ouvrage concernée. Des investigations et des analyses ultérieures doivent être effectuées.		
Etat conservation		Conclusions réglementaires	Mesures conservatoires
			Sans objet
Localisation / ZPSO			
R-1 : PALIER, RÉSERVE 1			






Matériau / Produit N°8 : Volet désenfumage

Conclusion	Matériau pour lequel des sondages et/ou des analyses doivent être effectuées	
Description	Volet désenfumage rectangulaire, châssis métallique	
Critère de décision	Prélèvement impossible sans rendre impropre à sa destination la partie d'ouvrage concernée. Des investigations et des analyses ultérieures doivent être effectuées.	
Etat conservation		Conclusions réglementaires
		Mesures conservatoires
		Sans objet
Localisation / ZPSO		
R-1 : RÉSERVE 1, RÉSERVE 2		



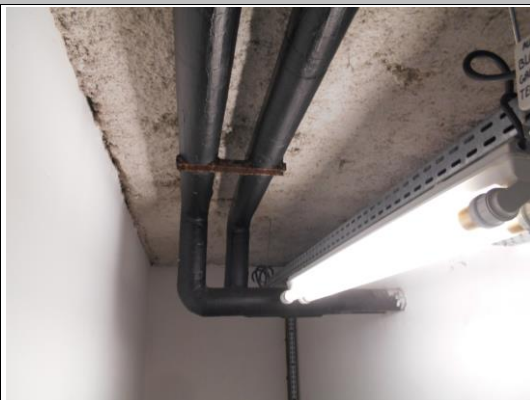


Matériau / Produit N°9 : Enveloppe de calorifuge

Conclusion	Matériau ne contenant pas d'amiante		
Description	Enveloppe de calorifuge noir bitumineuse		
Critère de décision	Analyse laboratoire : rapport d'essai joint au présent rapport.		
Etat conservation		Conclusions réglementaires	Mesures conservatoires
Sans objet		NEANT	Sans objet
Localisation / ZPSO			
MEZZANINE : LT3			

ANALYSE				
Réf pré.	Emplacement pré.	Date	Couche / type produit	Résultat
ECA9-1	MEZZANINE : LT3	13/01/2022	Enveloppe de calorifuge noir bitumineuse	ABSENCE

Matériau / Produit N°10 : Calorifuge

Conclusion	Matériau ne contenant pas d'amiante		
Description	Calorifuge mousse bleue		
Critère de décision	Analyse laboratoire : rapport d'essai joint au présent rapport.		
Etat conservation		Conclusions réglementaires	Mesures conservatoires
Sans objet		NEANT	Sans objet
Localisation / ZPSO			
MEZZANINE : LT3			

ANALYSE				
Réf pré.	Emplacement pré.	Date	Couche / type produit	Résultat
CA10-1	MEZZANINE : LT3	13/01/2022	Calorifuge mousse bleue	ABSENCE



E. Conditions de réalisation du repérage

1. Objet de la mission

La mission consiste en la réalisation d'un repérage sur les éléments définis en annexe du Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis en vue d'identifier et de localiser les matériaux ou produits contenant de l'amiante incorporés dans l'immeuble et susceptibles de libérer des fibres d'amiante en cas d'agression mécanique résultant de l'usage des locaux (chocs et frottements) ou générés à l'occasion d'opération d'entretien ou de maintenance.

La commande a été passée le 25/10/2021

Listes des éléments concernés par le repérage (listes A & B) :

Liste A mentionnée à l'article R. 1334-20

COMPOSANT À SONDER OU À VÉRIFIER

Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

Liste B mentionnée à l'article R. 1334-21

COMPOSANT DE LA CONSTRUCTION	PARTIE DU COMPOSANT À VÉRIFIER OU À SONDER
1. Parois verticales intérieures	
Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs).	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu.
Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux de cloisons.
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés.
Planchers.	Dalles de sol.
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...).	Conduits, enveloppes de calorifuges.
Clapets/ volets coupe-feu.	Clapets, volets, rebouchage.
Portes coupe-feu.	Joints (tresses, bandes).
Vide-ordures.	Conduits.
4. Éléments extérieurs	
Toitures.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux.
Bardages et façades légères.	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment).
Conduits en toiture et façade.	Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes. Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.



2. Références réglementaires

Le présent rapport établit un diagnostic sur les risques inhérents à la présence d'amiante en application des textes suivants :

- Code de la santé publique (partie réglementaire : R1334-14 à 29 ; partie législative L1334-13)
- Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 – Protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- Arrêté du 12 Décembre 2012 – Evaluation état de conservation liste A
- Arrêté du 12 Décembre 2012 – Evaluation état de conservation liste B
- Arrêté du 21 Décembre 2012 – Contenu de la fiche récapitulative.
- Arrêté du 26 juin 2013 modifiant les arrêtés du 12 décembre 2012

Quelques rappels de certaines obligations du propriétaire :

- Pour se dégager complètement de ses obligations réglementaires prévues aux articles R.1334-15 à R. 1334-18 du code de la santé publique, le propriétaire devra s'organiser et donner accès aux locaux non visités identifiés dans ce rapport. Ceci permettra la réalisation des repérages complémentaires nécessaires.
- Selon les articles 6 des 2 arrêtés du 12 décembre 2012, le propriétaire devra communiquer ce rapport à toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

3. Limites de la mission

- La mission est limitée aux parties de l'immeuble bâti pour lesquelles une mission a été confiée à l'opérateur de repérage et aux éléments rendus accessibles lors de l'intervention de l'opérateur de repérage.
- Le cas échéant, en cas de date de dépôt du permis de construire non communiquée, il a été considéré, notamment au vu même du bien, que celui-ci est bien antérieur au 01/07/1997
- Dans le cas d'un bien soumis au statut de copropriété, le constat des parties communes est décrit dans la fiche récapitulative du DTA (Dossier Technique « Amiante ») détenue par le syndic (s'il a été effectué).
- La présente mission ne comprend pas la recherche de pollution éventuelle de matériaux ou produits situés à proximité de matériaux ou produits amiantés.

4. Validité du rapport

- Seule l'intégralité du rapport original peut engager la responsabilité de la Société QUALITAT EXPERTISES (Annexes comprises).
- Lors d'opérations de réhabilitation, rénovation, réaménagement, les obligations de protection des travailleurs devront conduire à la réalisation d'une recherche d'amiante dans les matériaux et produits concernés par les travaux selon le décret n° 2017-899. En cas de démolition, un repérage de l'amiante est à effectuer dans le cadre de l'arrêté du 26/06/2013.



5. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste A de l'annexe 13-9

Le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article [R. 1334-20](#) selon les modalités suivantes :

- **Score 1 :** Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation du matériau

L'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception ;

- **Score 2 :** Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement

La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article [R. 1334-25](#), dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article [R. 1334-27](#) est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article [R. 1334-20](#), dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article [R. 1334-27](#) est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante selon les modalités prévues à l'article [R. 1334-29](#).

- **Score 3 :** Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement du matériau

Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article [R. 1334-29](#).

Les travaux sont achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées sont mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et, dans tous les cas, à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.



6. Mesures préconisées par l'opérateur lors de l'identification de matériaux et produits contenant de l'amiante selon la liste B de l'annexe 13-9

Recommandations détaillées en fonction des évaluations des matériaux et produits contenant de l'amiante de la liste B :

- **L'évaluation périodique :**

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette évaluation périodique consiste à :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

- **L'action corrective de premier niveau :**

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. A cette recommandation est associé, le cas échéant, un rappel de l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de premier niveau consiste à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

- **L'action corrective de second niveau :**

Elle concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de second niveau consiste à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.



7. Présentation des résultats

Zone présentant des similitudes d'ouvrage (ZPSO) / Élément Témoin

Une ZPSO est une partie d'un immeuble bâti dont les ouvrages et les parties d'ouvrage sont semblables.

Un élément témoin est une partie limitée représentative d'un ouvrage de référence, utilisée en vue de caractériser une ZPSO.

Des sondages sont réalisés, et leurs résultats sont comparés entre eux et à l'élément témoin représentatif de l'ouvrage de référence en vue de confirmer les similitudes d'ouvrage.

Note : les éléments témoins sont des éléments de méthodologie du repérage sur site, ils ne sont pas identifiés dans le rapport.

Matériau / Produit :

Dans les résultats présentés, un matériau ou produit est un élément de la construction – ou partie d'ouvrage – de même nature et présentant des caractéristiques intrinsèques identiques, dont la composition a pu intégrer de l'amiante pendant certaines périodes de sa fabrication.

Chaque matériau ou produit fait l'objet d'une fiche d'identification et de cotation.

Un matériau ou produit peut comporter plusieurs couches.

Dans ce rapport tous les matériaux ou produits sont indiqués par des numéros différents qui ne se suivent pas forcément.

Echantillon / Prélèvement / Sondage :

Un échantillon est une partie représentative d'un (ou plusieurs) matériau(x) ou produit(s), résultant d'un prélèvement et destinée à l'analyse en laboratoire

Le prélèvement est l'action consistant à prélever cette partie représentative.

Un même matériau ou produit peut faire l'objet de 1 ou plusieurs prélèvements. Un prélèvement permet de dissocier les différentes couches pour les examiner et pouvoir les analyser séparément.

Le sondage est l'action qui permet de s'assurer que des matériaux ou produits sont semblables dans le but, notamment, de déterminer des zones présentant des similitudes d'ouvrage.

Dans ce rapport :

- Tous les prélèvements sont indiqués et localisés. Ils sont identifiés par des lettres représentant le type de matériau + le numéro du matériau + le numéro de prélèvement effectué sur ce matériau.
- Le cas échéant, notamment dans les cas complexes et/ou suite à la réalisation d'investigations approfondies, les sondages peuvent être indiqués et localisés. Ils sont alors identifiés par la lettre « s » + le numéro du matériau (+ la lettre « P » dans le cas où le sondage est réalisé à l'aide du Phazir™).

Exemples :

- DS 7-3 est le 3^{ème} prélèvement sur le matériau N°7 (qui est une dalle de sol).
- s7 est un sondage réalisé sur le même matériau N°7.
- s7-P est un sondage réalisé sur le même matériau N°7, à l'aide du Phazir™.

Conclusion matériau :

Dans les cas où un matériau / produit comporte plusieurs couches pouvant être dissociées à l'analyse (ex : enveloppe de calorifuge + calorifuge), et qu'une seule couche contient de l'amiante (ex : seulement l'enveloppe), pour connaître précisément la couche contenant de l'amiante il convient de se référer soit à la fiche d'identification et de cotation du matériau / produit concerné, soit au procès-verbal d'analyse en Annexe.

Dans le cas où un matériau / produit a fait l'objet de plusieurs prélèvements, si les résultats d'analyse ne sont pas cohérents entre eux (par exemple un seul résultat indiquant la présence d'amiante), les hypothèses de similitude peuvent être revues.

Ces cas peuvent par exemple amener à :

- Conclure à la présence d'amiante dans la totalité du matériau / produit, malgré l'incohérence des résultats, en raison d'une possible présence d'amiante hétérogène et/ou en faible quantité, ou d'une mise en œuvre sur une surface avec des reliquats d'un produit amianté non complètement enlevé,
- Restreindre l'étendue de la ZPSO concernée par la présence du matériau amianté,
- Envisager l'hypothèse d'une pollution ponctuelle ne reflétant pas la présence effective d'amiante dans le matériau / produit,
- Préconiser la réalisation de prélèvements et analyses complémentaires pour réévaluer les hypothèses de similitude.

A ce stade, il convient de conduire une réflexion (si nécessaire collégiale, en concertation avec le Donneur d'Ordre et ses représentants) afin de déterminer, à partir d'éléments factuels (techniques constructives et/ou procédés de fabrication et/ou de mise en œuvre, etc.) la cause probable de cette hétérogénéité.

Dans cette attente l'opérateur propose une conclusion à partir des éléments en sa connaissance comme indiqué ci-dessus.



F. Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1^{er} juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1^{er} juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante. L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.



4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.



G. Attestations d'assurance, de compétence, d'impartialité.

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES



Assurance et Banque

ATTESTATION

COURTIER

CARENE ASSCES PACT OFFICE

9 PLACE BENOIT CREPU
BP 5004
69245 LYON CEDEX 05

Tél : 04 72 41 96 96

Fax : 04 72 40 99 96

Portefeuille : 0201351084

SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE
0092 BD VICTOR HUGO
92 A 98
92110 CLICHY FR

Vos références :

Contrat n° 4981163004

Client n° 0404788720

AXA France IARD, atteste que :

SAS AGENCE QUALITAT EXPERTISE
0092 BD VICTOR HUGO
92 A 98
92110 CLICHY

est titulaire d'un contrat d'assurance N° 4981163004 garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incombent du fait de l'exercice des activités suivantes :

ACTIVITE 1 :

- Contrôle périodique amiante
- Diagnostic amiante avant travaux/avant démolition
- Diagnostic amiante avant-vente
- Dossier technique amiante
- Contrôle visuel amiante après travaux, conformément à la norme NFX 46 021
- Diagnostic gaz
- Diagnostic termites
- Etat parasitaire
- Exposition au plomb (CREP)
- Recherche de plomb avant travaux
- Diagnostic d'intoxication au plomb peinture (DRIP)
- Loi Carrez
- Mesurage surface utile
- Mesurage SHON (Surface Hors Œuvre Nette) et SHOB (Surface Hors Œuvre Brute)
- Mesurage surface de plancher
- Etat des risques naturels, miniers et technologiques
- Diagnostic de performance énergétique
- Etat de l'installation intérieure de l'électricité
- Diagnostic légionellose
- Prêt conventionné et prêts à taux zéro (normes d'habitabilité)

1 Dos 9550 2501 056

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/3



- Calcul des tantièmes et millièmes de copropriétés
- Diagnostic technique SRU - Diagnostic technique d'immeuble
- Diagnostic accessibilité des personnes à mobilité réduite
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de bâtiments conformément au Décret n° 2011-610 du 31 mai 2011
- Recherche de plomb dans l'eau
- Dossier Amiante Parties Privatives

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

- Audit Energétique avec préconisation de mesures visant à réaliser des économies d'énergie
- Etude Capacitaire
- Mesurage d'empoussièrement en fibres d'amiante

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

A L'EXCLUSION DE TOUTE PRESTATION DE REALISATION DE DEVIS OU CHIFFRAGE DE TRAVAUX.

- Formation aux diagnostics immobiliers **SANS DELIVRANCE DE CERTIFICAT DE COMPETENCE**

ACTIVITE 2

Prestations de relevé et modélisation 3D (B.I.M. : Building Information Modeling), pour le compte de maitres d'ouvrages, maitres d'œuvre et de bureaux d'études, relatives à tous types de bâtiments existants dans le cadre de projet de rénovation/réhabilitation ou de maintenance/exploitation.

A L'EXCLUSION DE TOUTE MISSION D'ARCHITECTE, DE BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES ET DE TOUTE IMMIXTION EN MAITRISE D'OEUVRE OU PRECONISATION TECHNIQUE PORTANT SUR DES OUVRAGES VISES PAR LES ARTICLES 1792 A 1792-6 DU CODE CIVIL

La garantie s'exerce à concurrence des montants de garanties figurant dans le tableau ci-après

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/3



Montant des garanties et des franchises

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	9 000 000 € par année d'assurance
Dont : <ul style="list-style-type: none">• Dommages corporels	9 000 000 € par année d'assurance
<ul style="list-style-type: none">• Dommages matériels et immatériels consécutifs confondus	3 000 000 € par année d'assurance
Autres garanties :	
Atteinte accidentelle à l'environnement (tous dommages confondus) (article 3.1 des conditions générales)	750 000 € par année d'assurance
Dommages immatériels non consécutifs (selon extension aux conditions particulières y compris la Responsabilité Civile Professionnelle obligatoire)	3 000 000 € par année d'assurance
Dommages aux biens confiés (selon extension aux conditions particulières)	150 000 € par sinistre
Reconstitution de documents/ médias confiés (selon extension aux conditions particulières)	30 000 € par sinistre

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2022** au **01/01/2023** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS, le 6 janvier 2022
Pour la société :

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

3/3



ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné BENOSMAN Lotfi, exerçant la profession d'opérateur en diagnostic immobilier, conformément à l'application de l'article L 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation, atteste sur l'honneur que :

- La présente prestation est réalisée en totale indépendance et impartialité.

- Je dispose des compétences requises pour effectuer le (ou les) diagnostic(s) convenu(s) ainsi qu'en atteste(nt) ma (ou mes) certification(s) de compétences, ainsi que de l'organisation et des moyens appropriés requis par les textes légaux et réglementaires.

- Certificat BUREAU VERITAS
- N° de certificat : 8280167
- Certificats délivrés jusqu'au :
 1. Amiante : 06/07/2027
 2. Plomb : 06/07/2027
 3. Termites : 06/07/2027
 4. Gaz : 06/07/2027
 5. Electricité : 06/07/2027
 6. DPE : 06.07/2027

- Je suis couvert par une assurance couvrant les éventuelles conséquences qui pourraient résulter de mon intervention.

- J'ai conscience que toute fausse déclaration ainsi que toute intervention effectuée en violation des contraintes légales est passible de sanctions pénales d'un montant de 1 500 € par infraction constatée, le double en cas de récidive.

Fait à CLICHY
Le 24/09/2020
Signature



BUREAU VERITAS
Certification



Certificat
Attribué à
BENOSMAN Lotfi

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code de la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité

DOMAINES TECHNIQUES

	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du Certificat*
Amiante sans mention	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	18/09/2020	06/07/2027
Amiante avec mention	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	18/09/2020	06/07/2027
DPE sans mention	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	18/09/2020	06/07/2027
DPE avec mention	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	18/09/2020	06/07/2027
Electricité	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	18/09/2020	06/07/2027
Gaz	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	18/09/2020	06/07/2027
Plomb sans mention	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	18/09/2020	06/07/2027
Termites métropole	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	18/09/2020	06/07/2027

Date : 18/09/2020

Numéro de certificat : 8280167

Laurent Croguennec, Président

* Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs des surveillances réalisées, ce certificat est valable jusqu'au : voir ci-dessus

Des informations supplémentaires concernant le périmètre de ce certificat ainsi que l'applicabilité des exigences du référentiel peuvent être obtenues en consultant l'organisme.

Pour vérifier la validité de ce certificat, vous pouvez aller sur www.bureauveritas.fr/certification-diaq

Adresse de l'organisme certificateur : Bureau Veritas Certification France
Le Triangle de l'Arche, 9 cours du Triangle 92937 Paris-la-Défense CEDEX



ANNEXE

CARTOGRAPHIE DES PRÉLÈVEMENTS, SONDAGES ET MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE

Explications pour la lecture de la cartographie :

Les informations notées sur les cartographies comprennent au plus :

- **Les points de prélèvement :**

Ces points sont représentés par des flèches.

Tous les prélèvements sont indiqués par quelques lettres représentant le type de matériau + le numéro du matériau + le numéro de prélèvement effectué sur ce matériau.

Exemple : MAS 7-3 est le 3^{ème} prélèvement réalisé sur le matériau N°7 (qui est un Mastic)

Tous les points de prélèvement sont indiqués sur la cartographie que les résultats d'analyses soient positifs ou négatifs

- **Les points de sondage :**

Ces points sont représentés par des flèches.

Les sondages sont identifiés par la lettre « s » + le numéro du matériau (+ la lettre « P » dans le cas où le sondage est réalisé à l'aide du PhazirTM).

Exemples : s7 est un sondage réalisé sur le même matériau N°7 ; s7-P est un sondage réalisé sur le même matériau N°7, à l'aide du PhazirTM.

Les points de sondage ne sont indiqués sur la cartographie que dans certains cas, notamment dans les cas complexes et/ou suite à la réalisation d'investigations approfondies.

- **Les matériaux contenant de l'amiante**

Ils sont identifiés par des zones de couleurs (cf. légende)

- **Les matériaux susceptibles de contenir de l'amiante**

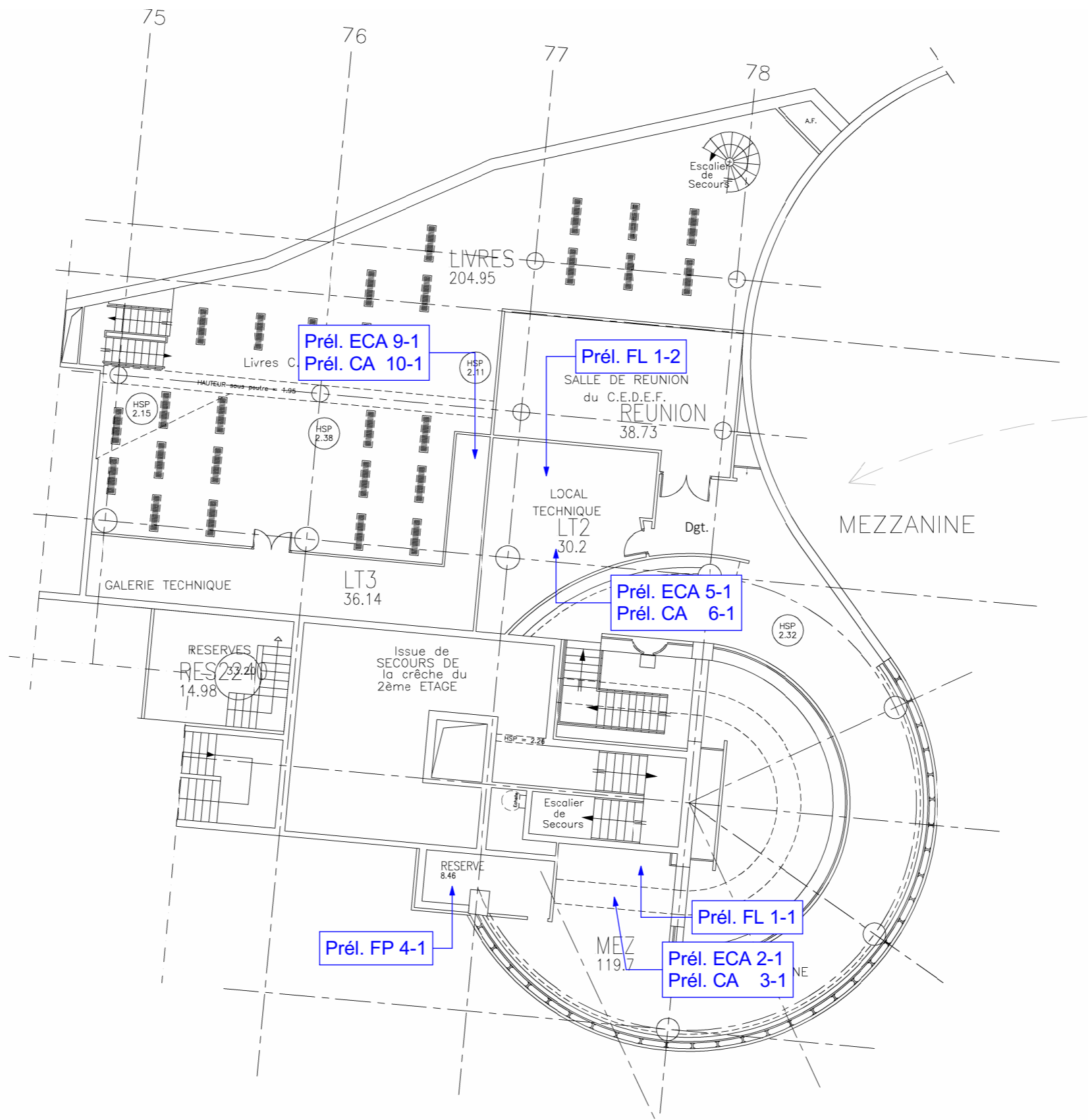
Si des investigations complémentaires sont nécessaires, il peut exister des matériaux pour lesquels un doute subsiste. Ces matériaux sont identifiés par des zones de couleurs (cf. légende)

- **Les zones hors champ de la mission**

Elles sont identifiées par des zones de couleurs (cf. légende)

- **Les zones qui doivent faire l'objet d'investigations ultérieures**

Elles sont identifiées par des zones de couleurs (cf. légende)



ANNEXE 1 : CARTOGRAPHIE DES PRÉLÈVEMENTS, SONDAGES ET MATÉRIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE

ANNEXE

PROCES-VERBAUX DES ANALYSES DES ECHANTILLONS EN LABORATOIRE

Seules les prestations repérées par le symbole * sont effectuées sous le couvert de l'accréditation.

Affaire :
40622-12
8/10 place du bataillon Pacifique 75012 PARIS

Qualitat Expertises - Agence de Clichy Diagnostic
92-98 boulevard Victor Hugo 92110 CLICHY
A l'attention de BENOSMAN Lotfi

Données Client :

Nombre d'échantillon(s) : 9
Prélevé(s) par : Lotfi BENOSMAN
Réceptionné(s) par : Sylvie CHANTEUR
Transporté(s) par : TNT

Le : 12/01/22
Le : 17/01/22

Données client		N° analyse LFAE	Examen visuel et microscopique	Nbre de préparations	Méthode analyse	Résultat	Remarques
Référence	Description - localisation		Description / texture / couleur				
FL1-1	Flocage blanc votonneux - MEZZANINE / MEZZANINE	22-01815	Flocage / Fibreux / Blanc	2	MOLP*	Non détecté	-
FL1-2	Flocage blanc votonneux - MEZZANINE / LOCAL ÉLECTRICITÉ	22-01816	Flocage / Fibreux / Blanc	2	MOLP*	Non détecté	-
ECA2-1	Enveloppe de calorifuge blanc cartonné peint - MEZZANINE / MEZZANINE	22-01817	Peinture / Pulvérulent / Beige Matériau / Souple et fibreux / Blanc Laine / Fibreux / Jaune	1	META*	Non détecté	-
CA3-1	Calorifuge en laine minérale jaune - MEZZANINE / MEZZANINE	22-01818	Laine / Fibreux / Vert	2	MOLP*	Non détecté	-
FP4-1	Faux-plafond blanc grnuleux moucheté - MEZZANINE / RÉSERVE	22-01819	Faux plafond / Souple et fibreux / Blanc	1	META*	Non détecté	-
ECA5-1	Enveloppe de calorifuge blanc cartonné peint, petit diamètre (2 unités) - MEZZANINE / LOCAL ÉLECTRICITÉ	22-01820	Laine / Fibreux / Vert	2	MOLP*	Non détecté	-
CA6-1	Calorifuge en laine minérale jaune, petit diamètre (2 unités) - MEZZANINE / LOCAL ÉLECTRICITÉ	22-01821	Peinture / Pulvérulent / Beige Matériau / Souple et fibreux / Blanc Laine / Fibreux / Jaune	1	META*	Non détecté	-
ECA9-1	Enveloppe de calorifuge noir bitumineuse - MEZZANINE / LT3	22-01822	Matériau / Fibreux et bitumineux / Noir Mousse / Souple / Bleu	1	META*	Non détecté	-
CA10-1	Calorifuge mousse bleue - MEZZANINE / LT3	22-01823	Mousse / Souple / Bleu	1	META*	Non détecté	-

Les couches analysées ensemble sont techniquement indissociables.

Analyste(s) MOLP	Wassim NAAMANE	Date(s) analyse MOLP	19/01/22
Analyste(s) MET	Julie BRUANT	Date(s) analyse MET	19/01/22

Vérifications préalables : Un examen visuel à l'oeil nu et sous stéréomicroscope est réalisé, conduisant à une description détaillée de la nature de l'échantillon, au repérage des différentes couches dissociables ou non et à la constatation de la présence ou non de fibres visibles.

Au vu des constats établis, la ou les méthodes d'essai sont appliquées conformément à l'annexe II de l'arrêté du 1er Octobre 2019.

Préparation et analyse MOLP : Après une recherche détaillée et complète sous stéréomicroscope, les fibres représentatives sont montées entre lame et lamelle (deux prises d'essai conduisant chacune au moins à une préparation) dans un liquide à indice de réfraction approprié en vue d'une identification par Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP), à l'aide des critères suivants : la morphologie, la couleur, le pléochroïsme, la biréfringence, l'angle d'extinction, le signe d'allongement, suivant la procédure interne PT-ESSA-ANA-003 et le guide HSG 248 - appendice 2. Un résultat est négatif lorsque l'analyse est négative sur toutes les préparations, et positif, lorsque l'analyse est positive sur au moins une préparation.

En cas de détection de fibres d'amiante, le résultat s'applique aux 6 variétés réglementaires (Chrysotile, Amosite, Crocidolite, Anthophyllite-amiante, Actinolite-amiante et Trémolite-amiante). En cas de non-détection de fibres d'amiante, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibres d'amiante optiquement observables inférieure à la limite de détection. Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0.2 µm.

Préparation et analyse META : Traitement de l'échantillon par calcination, attaque chimique et mécanique (traitement thermique (450°C) puis traitement à l'acide chlorhydrique suivi d'un broyage manuel) suivant la procédure interne PT-ESSA-ANA-002. Au moins une préparation (de deux prises d'essai à minima) est réalisée par couche dissociable conduisant à deux grilles selon la technique «Drop mount».

Les fibres d'amiante sont identifiées (morphologie, diagramme de diffraction et analyse chimique) au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) selon la norme NF X 43-050 (Janvier 1996).

Toute particule ayant des bords parallèles sur une partie de sa longueur ou étagés, une longueur minimale de 0.5 µm et un rapport longueur sur largeur d'au moins 3 est considérée comme une fibre. Un résultat est négatif lorsque l'analyse est négative sur au moins les 2 grilles d'une même préparation, et positif, lorsque l'analyse est positive sur au moins l'une des 2 grilles d'une même préparation.

En cas de détection de fibres d'amiante, le résultat s'applique aux 6 variétés réglementaires (Chrysotile, Amosite, Crocidolite, Anthophyllite-amiante, Actinolite-amiante et Trémolite-amiante). En cas de non-détection de fibres d'amiante, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibres d'amiante inférieure à la limite de détection.

La limite de détection du laboratoire, définie comme étant la détection et l'identification d'une fibre ou d'un faisceau de fibres dans la quantité d'échantillon examinée, est de 0.1%. Cela signifie que le laboratoire garantit de donner un résultat positif pour les fibres recherchées si leur teneur dans l'échantillon est supérieure ou égale à 0.1% en masse, selon un intervalle de confiance de 95%.



14 avenue du 1^{er} Mai - 91120 PALAISEAU

Tel. : 01 70 39 08 81 - Email : courriel-lfae@lfae.fr

Détection et identification des fibres d'amiante dans les matériaux et produits du bâtiment



Accréditation n° 1-6361

Rapport d'essai N°RP-22-129 Révision 00

Portée disponible sur www.cofrac.fr

Seules les prestations repérées par le symbole * sont effectuées sous le couvert de l'accréditation.

L'application des normes citées ci-dessus ne permettant pas de définir le caractère endogène ou exogène des fibres, l'analyse peut faire état de fibres naturellement présentes.

Les résultats s'appliquent à l'échantillon tel qu'il a été reçu.

Les analyses sont réalisées conformément aux dispositions prévues par l'arrêté du 1^{er} Octobre 2019, relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétences du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses.

Les données transmises par le client ne sauraient engager la responsabilité du laboratoire.

Validé le 19/01/2022
Par Nathalie DUPONT
Directeur Laboratoire



DOCUMENTS ANNEXES

Date document	Type document	Référence document	Nom du rédacteur	Société
Aucun document fourni				